



La gazette (n°5)
des CDD et pigistes de

RF
12.01.05
176 av. du Président Cluzel

ÉDITORIAL

BONNE ANNEE QUAND MÊME

Sinistre 2004. Cet éditorial de vœux aurait pu faire le point sur une année où nous journalistes précaires sommes devenus -pas toujours de plein gré- le centre de bien des attentions mais où nous sommes bizarrement restés plus que jamais les témoins impuissants de l'inexplicable tectonique du recrutement à Radio France.

Nous aurions aussi pu participer ici au soulagement confraternel et collectif qui a suivi le retour au pays de nos deux compatriotes ex-otages. Nous n'aurions d'ailleurs pas manqué de souligner qu'ils sont des nôtres, puisque contrairement à ce commentaire d'une connerie affligeante entendu un soir à 20h, ils n'ont certainement pas "choisi les vaches maigres du journalisme précaire".

Nous aurions peut-être quand même souri aux multiples évocations de leurs "fêtes en famille".

Pour 2005, nous nous serions souhaité mutuellement amour, santé et bonheur ; c'est classique mais chez un précaire c'est difficile à obtenir et à conserver. Enfin, optimistes, nous aurions rêvé que cette année soit la bonne ; celle d'une grande vague d'intégration.

Mais c'était avant d'autres raz de marée.

Bonne année malgré tout.

Un contrat ? Un hôtel !

Metz :
Hôtel FOCH (8, avenue...)
31 euros, petit dej compris
Dur de faire plus proche de
Lorraine-Nord 03.87.74.40.75

Orléans : Hôtel du SAUVAGE
71, Rue de Bourgogne.
Les cdd de France 3 l'adorent
(22 euros, on comprend...) mais
c'est à 20 min à pied de France
Bleu. 02.38.62.42.31

Laval : Hôtel L'Armoric
à 400 m, le moins cher de la ville
93 rue Magenta 02.43.53.08.83

L'Insti - ulaire

On l'a annoncée à la rentrée, on l'a annoncée après la nomination du nouveau président, on en a parlé encore pendant les toutes récentes paritaires... la réunion sur la réforme du planning, c'est un peu comme la bête du Gévaudan : on en parle à la tombée de la nuit au coin du feu, mais on ne sait pas si c'est vraiment réel.

Pourtant, une chose est désormais incontestable, et c'est certainement le grand enseignement de 2004 :

il y a maintenant trop de journalistes au

planning, ou, pour tourner le problème dans le sens inverse, il n'y a pas assez de travail pour tout le monde. Les contrats s'espacent, se diluent, se raccourcissent et plus personne n'y trouve son compte. Ni les nouveaux entrants, qui ne peuvent plus espérer que quelques malheureux jours à Noël... ni les vétérans dont la charge de travail fond comme neige au soleil.

Pour bien commencer l'année, outre une cure de vitamines pour passer l'hiver, et quelques anxiolytiques pour passer les semaines de chômage, voici donc un rêve, une utopie ou une base de réflexion pour cette fameuse réforme ; intitulons-la sobrement : " Pour un planning de titulaires "

Avec ce constat initial : dans un autre service public, l'Education Nationale, il existe des TZR, des Titulaires en Zone de Remplacement. Pourquoi ne pas en prendre de la graine, et déterminer un nombre de postes à pourvoir, en fonction des équivalents temps plein sur l'ensemble des contrats CDD à l'année... Voilà donc une armée de CDI, disponible 24 heures sur 24, dont le travail est de remplacer les collègues malades, en vacances ou toute autre avarie non létale...

Bien entendu, il n'est pas question de faire disparaître complètement la précarité, sans laquel-

le tout service public digne de ce nom ne peut fonctionner correctement...

Il s'agirait d'établir des règles claires, et de ne pas continuer à entretenir un système qui laisse la part si belle au flou juridique et aux accords tacites jamais respectés.

Qu'il reste des précaires, soit : Les pigistes d'abord restent pigistes un temps (une fois le tarif de la pige revalorisé, ce sera tout à fait viable). Ils

" POUR UN PLANNING DE TITULAIRES "

continuent de bénéficier de ce formidable outil de formation qu'est France Bleu pour les journalistes débutants.

Les CDD ensuite pourraient tourner, pourquoi pas à l'échelle d'une délégation (éviter les frais de mission mirobolants et les dépenses inutiles), sur des contrats courts avant de postuler à ce planning titulaire. Entre les piges et ces

contrats, la maison doit pouvoir absorber une partie des journalistes frais émoulus, assurer leur formation et évaluer leurs possibilités d'intégration.

Pour ce qui est du statut de TZR, son instauration doit permettre à la maison une économie substantielle : finis les frais de mission au forfait, passage aux frais réels, adieu les primes de précarité, et les congés payés grassement remboursés.

Quoi qu'il en soit, que cette réunion sur le statut des précaires à Radio France ait lieu ou non... à l'heure où bon nombre d'entre nous s'est coltiné le fameux reportage sur les vœux du sous-préfet, ou du club local de fédérale 3... adressons un vœu de courage à la présidence, le courage de prendre enfin à bras le corps le problème de la précarité, et de lui apporter une réponse audacieuse. ■

Vous me croirez jamais !...

Lettre type

Il y a des matins où il vaut mieux être assis en ouvrant son courrier estampillé *Radio France*. Des postes étant ouverts à la consultation de moins en moins régulièrement, (*Rien à voir avec le syndrome de la désertification rurale. Ou alors qu'attendent les élus du département R.H. pour démissionner en bloc ?*) il y a de plus en plus de queue au guichet de distribution. En ces temps de pénurie on a même constaté que des locales longtemps appelées "d'intégration" suscitent des convoitises de titulaires. D'où ce genre de phrases sous enveloppes à entête : "*compte tenu de l'offre qui nous est parvenue, nous avons fait le choix de privilégier une démarche de mobilité interne*" Le tout ponctué d'un "*Vous souhaitant bon courage dans votre recherche d'emploi, (...) sentiments confraternels*". La lettre type comme si l'entreprise ne nous connaissait pas, il fallait oser. C'est fait. Mais ne croyez pas que ce soit passé comme une lettre à la poste ! ■



PLANNING D'HIER

ET D'AUJOURD'HUI

Même si le planning n'existe pas (voir *France Précaire* n°2), il a une histoire. Elle commence dans les années 1980, alors que se développent les désormais fameuses "locales de Radio France". A cette époque, une ou deux personnes à Paris, au sein de la défunte "direction des radios locales", sont chargées d'envoyer des journalistes à droite et à gauche en cas d'épidémie de grossesse ou de rhumes carabinés.

Mais, en ces temps reculés, les valses de cadres sont la règle dans la Maison, au gré des changements politiques. Difficile, dans de telles conditions, d'avoir de la continuité. Or, c'est le B.A. BA de la précarité : pour être efficace, elle requiert minutie, précision et doigté. Seule une secrétaire - vous l'avez reconnue !- affranchie de ces aléas politiques, était donc à

même d'assurer la continuité du service public et de ses méthodes douteuses. Entrée dans la maison dans les années 1970 où elle passe d'abord par d'autres services, notre dévouée connaît alors chaque précaire comme si elle l'avait vu naître : son cursus, son pedigree, la marque de ses baskets, son restau japonais préféré et même le numéro de téléphone de sa grand tante où on peut le joindre même quand il ne veut pas... Rien ne lui échappe : elle peut même vous annoncer, avant l'intéressée, que votre copine vous a largué et que le courrier s'est perdu en route. Mais parfois, comme par un miracle aéro-postal, des lettres ressurgissent du passé : des témoignages datant de la fin des années 1980 nous sont parvenus récemment, qui expliquent qu'on

pouvait alors tourner deux ans et demi sans avoir le moindre contact téléphonique avec le centre de tri parisien. Etrange, non ?

Au départ, son rôle est en effet très limité. Les contrats s'enchaînent très bien pour la petite cinquantaine de journalistes du planning : "*activité garantie 9 mois par an*", certifie une ancienne. "*A chaque fin de contrat, la station de départ émettait l'ordre de mission vers la station d'après, ajoutée-t-elle. On t'envoyait le billet de train. Au pire tu l'achetais et il était remboursé dès ton arrivée sur place*". Non, vous ne rêvez pas vous qui devez implorer l'agent de gestion pour qu'on vous paie vos frais de mission le week-end quand vous enchaînez deux contrats de 5 jours dans la même station.

Avec la création de France Info et la poursuite du développement des locales, le système est passé peu à peu de l'artisanat d'un planning familial et bon enfant à l'industrialisation de la précarité dans les années 1990. "*Tu veux une présentatrice, de moins de 28 ans, qui a déjà fait des matinales, qui peut aussi se débrouiller en commentaires sportifs et qui chausse du 38 ? Oui, j'ai ce qu'il te faut !*" A l'inverse, Nanou Casas a maintenant l'expérience pour ne pas faire l'erreur d'envoyer à Guéret un précaire parisien qui n'aurait pas de voiture : elle sait que la gare est très, très loin de la radio.

Alors ne tapons pas trop sur la préposée. Gérer la misère n'est pas si facile. Nanou laisse souvent entendre qu'elle aimerait bien passer la main. Mais à poste pour poste, il y aurait moins de candidats que pour les quatre malheureux emplois de journalistes ouverts à la consultation ces 6 derniers mois. ■

LETTRES DÉCOUPÉES

Rappelez-vous ce personnage d'*Amélie Poulain* au nom "*prédestiné aux larmes*" : Madeleine Wallace. Et bien le SNJ se laisse gentiment croire à lui-même qu'il a mué la direction de Radio France dans son ensemble en une fontaine Wallace. Tels la veuve éplorée lisant la prose de son défunt mari volage, nos bienaimés chefs se seraient gravement attendris à la lecture des quelques lettres envoyées par des précaire au syndicat (à sa demande...). S'il s'agissait de montrer "*comment ce système peut briser des vies*" et "*quels sont les dysfonctionne-*

ments les plus criants", une lecture attentive de notre modeste parution aurait pu faire l'affaire. Mais il fallait des larmes, de l'émotion, bref du RTL. Sauf qu'à *Radio Luxembourg*, "*prendre la valise*" a un sens plus agréable.

Au lieu de s'attaquer par exemple aux lièvres soulevés dans nos colonnes, le SNJ a préféré pour l'instant les effets de scène et "*inviter les précaires*" aux paritaires. Comme l'invitation n'était qu'épistolaire nous ne connaissons jamais que de "parole de syndicat" la réaction et les mines déconfitées des membres de l'aréopage. Visiblement

contents d'eux, nos syndicalistes persuadés d'avoir révélé la précarité au monde ont raconté à tout bout de couloir comment notre direction a pris conscience du problème et s'est engagée -de façon certes informelle...- à y réfléchir.

L'histoire ne dit pas si comme dans le film, pour faire plus vrai, Amélie SNJ a découpé les meilleurs extraits des lettres qu'elle s'est procurés avant d'en faire un collage et des photocopies, puis de les faire jaunir pour leur donner un aspect plus authentique que celui du tract sur le même thème. ■

Chronique de Paris

EN RECOMMANDÉ

Entrer au planning, c'est assez simple : il faut faire une cassette, attendre, attendre encore, attendre un peu... Et un jour, si vous avez été gentil, Nanou Casas vous appelle pour vous dire que la réponse est "*oui*". Et ensuite, pour avoir du travail, même procédure. Mais dans les deux cas, il y a

encore plus simple. Vous avez récemment été licencié d'une grande radio périphérique ? Pas de problème : vous avez sans doute des amis (très) haut placés dans le service public. Peut-être même l'un d'entre eux est-il directeur de France Info... Dans ce cas, vous avez droit à une procédure allégée : un petit coup

de fil à votre ami et il fera le nécessaire pour vous inscrire régulièrement au tableau de service - parmi d'autres CDD stupéfaits que vous ne connaissiez même pas l'existence de Nanou et/ou de Brocard. Vous n'êtes certes qu'un vulgaire précaire, mais pas le précaire de base : on ne va quand même pas

demandeur de cassette au présentateur du 22h30 d'Europe 1 pour le laisser officier sur France Info ! En revanche, même si vous êtes le fils de la chef du service Monde de la radio d'information continue, on ne manquera pas de vous mettre des bâtons dans les roues si vous n'êtes pas diplômé

d'une école reconnue par la profession. Preuve que les "critères Cavada" ont apparemment survécu au départ de leur sinistre inventeur. On est donc rassurés : on avait cru, un instant, que la maison avait oublié ses principes. Mais il n'en est rien, alors maintenant, arrêtez de vous plaindre. ■